

GROUPIMO S.A.

12/14 av. Domergue - Immeuble Trident

97200 FORT DE FRANCE

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos au 31/12/2014

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par le Président, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31/12/2014 sur :

- le contrôle des comptes annuels de votre SA, tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- la justification de nos appréciations,
- les vérifications spécifiques et les informations prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. - Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes.

Le bénéfice présenté résulte essentiellement de produits exceptionnels, et de cession d'actif. Aussi si la situation à ce jour semble s'améliorer avec la réduction de l'endettement, nous n'avons pas constaté qu'en terme d'exploitation la société soit parvenu à retrouver une rentabilité de nature à assurer la pérennité de l'activité compte tenu en particulier de l'importance des créances anciennes dont elle doit assurer le règlement, même si certaines risquent de bénéficier de la prescription.

En outre, les ressources de la société proviennent essentiellement des prestations réalisées auprès des filiales dont - pour certaines d'entre-elles - la pérennité demeure incertaine.

Au cours de notre audit des comptes annuels clos au 31 décembre 2014 nous avons également relevé les éléments ci-après qui ne nous permettent pas d'envisager une certification :

Comme il est indiqué à l'actif du bilan et dans l'annexe, les titres de participation inscrits à l'actif du bilan s'élèvent 2 999 milliers d'euros. La provision pour dépréciation s'élève à 613 milliers d'euros soit une valeur nette de 2 386 milliers d'euros;

Les difficultés financières rencontrées par certaines filiales persistent depuis plusieurs années et il n'existe pas d'éléments permettant de justifier de leur valeur d'utilité ;

Les créances liées à des participations demeurent importantes et pour certaines le recouvrement semble incertain. Ces créances représentent un montant de 595 milliers d'euros fin 2014 provisionnées pour 92 milliers d'euros soit une valeur nette de 503 milliers d'euros ;

En raison des faits exposés ci-dessus, nous ne sommes pas en mesure de certifier si les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de votre SA à la fin de cet exercice.



II. - Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que nous ne formulons pas de justifications complémentaires eu égard au refus de certifier exprimé dans la première partie de notre rapport.

III. - Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion établi par le Conseil d'Administration et dans les documents adressés aux Actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels appellent de notre part les mêmes constatations que celles formulées ci-dessus.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle et à l'identité des détenteurs du capital vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Fait à MONT SAINT AIGNAN

Le 15/05/2015

MARC-OLIVIER CAFFIER
Commissaire aux Comptes



A handwritten signature in blue ink, appearing to read "M. Caffier".



G R O U P I M O

GROUPIMO S.A.

Immeuble sis Le Trident

Quartier Montgerald

97200 FORT DE FRANCE

Exercice du 01/01/2014 au 31/12/2014

Les montants figurant sur ces documents sont exprimés en Euros

Joe

GROUPIO S.A.

Immeuble sis Le Trident

Quartier Montgerald

97200 FORT DE FRANCE

Exercice du 01/01/2014 au 31/12/2014

BILAN ACTIF

Désignation : GROU P I M O S A
 Adresse : 12-14 AV LOUIS DOMERGUE 97200 FORT DE FRANCE
 N°SIRET : 43227153400070

Durée N : 12
 Durée N-1 : 12

Rubriques	Montant brut		Amort. Prov.		31/12/2014	31/12/2013
Capital souscrit non appelé	I	AA				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES						
Frais d'établissement		AB	AC			
Frais de développement		CX	CQ	610 815	81 809	166 633
Concessions, brevets, droits similaires		AF	AG	10 234		
Fonds commercial (1)		AH	AI			
Autres immobilisations incorporelles		AJ	AK			
Avances, acomptes immob. Incorporelles		AL	AM			
IMMOBILISATIONS CORPORELLES						
Terrains		AN	AO		38 000	114 620
Constructions		AP	AQ	45 069	106 931	335 595
Installations techniq., matériel, outillage		AR	AS			
Autres immobilisations corporelles		AT	AU	47 460	11 703	11 121
Immobilisations en cours		AV	AW			
Avances et acomptes		AX	AY		1 200	1 200
IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)						
Participations par mise en équivalence		CS	CT			
Autres participations		CU	CV	612 712	2 386 272	2 546 773
Créances rattachées à participations		BB	BC			
Autres titres immobilisés		BD	BE			
Prêts		BF	BG			
Autres immobilisations financières		BH	BI		22 071	23 107
TOTAL II		BJ	BK	1 326 290	2 647 986	3 199 049
STOCKS ET EN-COURS						
Matières premières, approvisionnements		BL	BM			
En-cours de production de biens		BN	BO			
En-cours de production de services		BP	BQ			
Produits intermédiaires et finis		BR	BS			
Marchandises		BT	BU			
Avances, acomptes versés/commandes		BV	BW		2 345	3 750
CREANCES						
Créances clients & cptes rattachés (3)		BX	BY	125 461	606 579	641 384
Autres créances (3)		BZ	CA	92 761	577 641	662 603
Capital souscrit et appelé, non versé		CB	CC		4 220	4 220
DIVERS						
Valeurs mobilières de placement (dt actions propres)		CD	CE			
Disponibilités		CF	CG		2 296	10 815
COMPTES DEREGULARISATION						
Charges constatées d'avance (3)		CH	CI		2 134	3 710
TOTAL III		CJ	CK	218 222	1 195 215	1 326 481
Frais émission d'emprunts à étaler	IV	CW				
Primes remboursées des obligations	V	CM				
Ecart de conversion actif	VI	CN				
TOTAL GENERAL (I à VI)		CO	1A	1 544 512	3 843 201	4 525 531

BILAN PASSIF

Rubriques		31/12/2014	31/12/2013
CAPITAUX PROPRES			
Capital social ou individuel (1) (dont versé : 1 282 526)	DA	1 286 746	1 286 746
Primes d'émission, de fusion, d'apport	DB	4 020 922	4 020 922
Ecarts de réévaluation (2) (dont écart d'équivalence : EK)	DC		
Réserve légale (3)	DD	128 675	128 675
Réserves statutaires ou contractuelles	DE		
Réserves réglementées (3) (dont rés. prov. cours)	DF		
Autres réserves (dont achat d'œuvres orig.)	DG	538 774	538 774
Report à nouveau	DH	(6 549 588)	(6 741 488)
RESULTAT DEL'EXERCICE (bénéfice ou perte)	DI	122 020	191 900
Subventions d'investissements	DJ		
Provisions réglementées	DK		
TOTAL I	DL	(452 450)	(574 471)
AUTRES FONDS PROPRES			
Produits des émissions de titres participatifs	DM		
Avances conditionnées	DN		
TOTAL II	DO		
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES			
Provisions pour risques	DP	912 012	947 421
Provisions pour charges	DQ		
TOTAL III	DR	912 012	947 421
DETTES (4)			
Emprunts obligataires convertibles	DS		
Autres emprunts obligataires	DT		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (5)	DU	440 493	569 572
Emprunts, dettes fin. divers (dont emp. participatifs EI)	DV		2 280
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	DW	313	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	DX	873 187	1 019 071
Dettes fiscales et sociales	DY	658 795	961 547
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	DZ		
Autres dettes	EA	1 410 851	1 600 111
COMPTES DEREGULARISATION			
Produits constatés d'avance (4)	EB		
TOTAL IV	EC	3 383 639	4 152 580
Ecarts de conversion passif V	ED		
TOTAL GENERAL (I à V)	EE	3 843 201	4 525 531

3. RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I - II + III - IV + V - VI)		GW	(17 951)	27 349
Rubriques			31/12/2014	31/12/2013
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		HA	95 814	245 053
Produits exceptionnels sur opérations en capital		HB	381 819	4 000
Reprises sur provisions et transferts de charges		HC		
TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS (7)	VII	HD	477 633	249 053
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion (6 bis)		HE	52 903	27 395
Charges exceptionnelles sur opérations en capital		HF	295 438	22 490
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions		HG		37 418
TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES (7)	VIII	HH	348 341	87 303
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII - VIII)		HI	129 292	161 750
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise	IX	HJ		
Impôts sur les bénéfices	X	HK	(10 679)	(2 801)
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII)		HL	1 581 362	1 327 846
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX + X)		HM	1 459 342	1 135 945
5. BENEFICE OU PERTE (total des produits - total des charges)		HN	122 020	191 900

- 1. Règles et méthodes comptables**
- 2. Evénements significatifs**
- 3. Evènements post clôture et perspectives**
- 4. Notes sur le Bilan Actif**
- 5. Notes sur le Bilan Passif**
- 6. Notes sur le Compte de Résultat**
- 7. Autres informations**

Exercice clos le : 31/12/2014

Durée : 12 mois

Total bilan avant répartition : 3 843 201 Euros

Bénéfice : 122 020 Euros

Les notes indiquées ci-après, font partie intégrante des comptes annuels.

Depuis le 1^{er} Janvier 2013 GROUPIMO S.A. n'établit plus de comptes consolidés, les seuils obligatoires n'étant plus atteints.

1. Règle et méthodes comptable

Les pertes dégagées des exercices précédents au niveau du Groupe, les perspectives d'avenir, le niveau de la trésorerie et la dégradation des dettes restent susceptibles de remettre en cause la continuité d'exploitation.

Les exercices 2008 et 2009 ont été très négatifs, mais depuis lors les comptes d'exploitation consolidés ont été positifs. Sur l'année 2014, le résultat est de nouveau positif pour 122.020 euros.

La direction a continué de mettre en œuvre des solutions pour poursuivre ses activités.

Dans un contexte économique toujours très incertain, les résultats de 2014 sont corrects. Il perdure néanmoins une incertitude sur la capacité du Groupe à poursuivre son activité à moyen terme et en conséquence l'application des principes comptables dans un contexte de continuité d'exploitation concernant l'évaluation des actifs et des passifs pourrait s'avérer non appropriée.

Présentation de la société

Fondée en Août 2000, par ses actuels dirigeants, la Société GROUPIMO S.A., qui s'appelait jusqu'en décembre 2006, Odyssée S.A.R.L., est une société Holding et un groupe qui intervient dans les métiers des services à l'immobilier sur les départements français d'Amérique.

L'administration de biens, l'intermédiation immobilière (transaction, location et commercialisation de programmes neufs et anciens), et les métiers annexes (diagnostic, expertise, courtage assurance, courtage financier,...), constituent les activités des sociétés du groupe.

Basée en Martinique, la société est propriétaire de la marque "Le Marché de l'immobilier" (déposée à l'I.N.P.I.) qui est l'enseigne commerciale pour les métiers classiques d'agence immobilière d'habitation. Avec une culture forte basée sur les nouvelles technologies et le libre, GROUPIMO est classé parmi les premiers réseaux immobiliers français sur Facebook (1) avec plus de 20.000 « likes » à ce jour. Les annonces, à jour tous les jours, sont accessibles directement depuis la page facebook, ceci pour répondre à l'évolution liée aux modes de connexion (smartphones, tablettes,...). L'espace client exclusif se dote régulièrement de nouvelles fonctionnalités. Les prochaines années verront l'intégration de l'immobilier dans un nouvel environnement dématérialisé.

(1) <http://www.immobilier2.0-le-blog.com/classement-facebook-reseaux-immobiliers/>

Immobilisations financières et créances rattachées

Ce poste est essentiellement constitué de titres de participation.

Les titres et créances qui y sont rattachées sont comptabilisés au bilan pour leur prix d'acquisition et dans le cas où leur valeur d'inventaire est inférieure à leur prix d'acquisition, une dépréciation est constatée. La valeur d'utilité d'entités opérationnelles pour lesquelles il n'existe pas d'évaluation indépendante récente est estimée en prenant en compte, d'une part, la quote-part de capitaux propres détenue et, d'autre part, la valeur de l'entreprise déterminée à partir de multiples de marché appliqués au chiffre d'affaires.

Créances clients et comptes rattachés

Les créances clients et comptes rattachés sont évaluées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est constituée pour tenir compte des risques de non recouvrement ou lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Dépenses de publicité et de marketing

Les dépenses de publicité et de marketing sont comptabilisées en charges.

Provisions pour risques et charges

La société applique les dispositions du règlement sur les passifs (règlement 2000-06 du Comité de la Réglementation Comptable) entré en vigueur le 1er janvier 2002. Dans ce cadre, des provisions pour risques et charges sont constituées pour faire face aux sorties probables de ressources au profit des tiers, sans contrepartie pour la société.

Ces provisions sont estimées en prenant en considération les hypothèses les plus probables à la date d'arrêté des comptes.

Droit individuel à la formation

Au 31 décembre 2014, le volume cumulé d'heures de formation correspondant aux droits acquis au titre du DIF est estimé à 507 heures (uniquement sur Groupimo, pas sur ses filiales). Aucune personne n'a demandé à utiliser ses heures au titre de la formation.

2. Evènements significatifs

Les activités commerciales sont en berne. La commercialisation de biens immobiliers est à un niveau historiquement bas. Il n'existe quasiment plus de projets pour des bailleurs privés. L'activité de location est aussi très faible.

Le chiffre d'affaires en gestion immobilière s'est stabilisé sur un point bas. L'activité de syndic de copropriété progresse avec une offre aujourd'hui très concurrentielle.

Les dépenses sont toujours sous très haute surveillance, avec un process de maîtrise très étroit.

1- Afin de faire face à son passif, Groupimo a continué de vendre certains de ses biens et dans le même temps, à diminuer le montant de ses emprunts bancaires. Le poste emprunts et dettes auprès des établissements de crédit est passé de 569.572 € au 31/12/13 à 440.943 € au 31/12/14, soit une baisse de 22%.

2- Procédure judiciaire c/époux Nicolin (Guadeloupe)

Par décision de 2013, la société GROU P I M O a obtenu la condamnation solidaire des consorts NICOLIN (vendeur des parts sociales de la société SETAMAG)

La société créée par Madame NICOLIN (IPG) a depuis été placée en liquidation judiciaire.

3. Evènements post-clôture et perspectives

GROU P I M O est redevenu un groupe d'administration de biens. Après avoir constitué 50% de son chiffre d'affaires en 2007, les activités commerciales non récurrentes (transaction, ...) ne représentent aujourd'hui plus que 15% de l'activité. Toutes les charges en rapport avec les métiers non récurrents sont de nouveau totalement proportionnelles au chiffre d'affaires, sans plus de frais fixe.

Compte tenu d'un marché local et national toujours extrêmement compliqué, le Groupe entend continuer à maîtriser ses charges tout en gérant au mieux, avec ses partenaires, les rentrées liées aux activités récurrentes.

Le Groupe continue d'apurer ses dettes auprès des administrations sociales et fiscales suite aux différents accords trouvés, tout en procédant au règlement de courant.

La reconstitution des capitaux propres devrait être atteinte en 2016.

Eléments post-clôture : Néant

4. Notes sur le bilan actif

OPTIONS RETENUES DANS LE CADRE DU REGLEMENT CRC 2004-06

	Date de première option	Option pour la comptabilisation		Non concerné
		en charges	à l'actif	
Frais d'acquisition des - Immobilisations corporelles et incorporelles - Titres immobilisés et titres de placement	01.01.2005	✓		✓
Coût d'emprunts activables - Montant comptabilisé à l'actif				✓
Dépenses de développement remplissant les critères d'activation - Montant comptabilisé en charges				✓

ACTIF IMMOBILISE

Valeurs brutes	31/12/2013	Augmentation	Diminution	31/12/2014
Immobilisations incorporelles	702 858	-	-	702 858
Terrains	114 620	-	(76 620)	38 000
Constructions	461 062	-	(309 062)	152 000
Autres immobilisations corporelles	54 736	4 428		59 164
Avances et acomptes	1 200		-	1 200
Immobilisations financières	3 022 092	-	(1 037)	3 021 055
TOTAL	4 356 568	4 428	(386 719)	3 974 277

Amortissements	31/12/2013	Augmentation	Diminution	31/12/2014
Immobilisations incorporelles	536 225	84 824	-	621 049
Terrains	-	-	-	-
Constructions	125 467	11 104	(91 502)	45 069
Autres immobilisations corporelles	43 615	3 845		47 460
TOTAL	705 307	99 773	(91 502)	713 578

Les logiciels et les licences acquis par l'entreprise sont enregistrés au bilan pour leur valeur d'acquisition. Les coûts de développement des sites Internet (prestations) sont immobilisés et amortis sur 5 ans.

La diminution des postes « terrains » et « constructions » pour 385.682 € est liée à la vente de deux appartements. Il reste en immobilisation corporel un dernier appartement dont la valeur brute s'élève à 190.000 €

Les immobilisations financières sont principalement constituées de titres de participation.

Les plans d'amortissements des immobilisations retiennent les méthodes suivantes :

Durées d'amortissement

Immobilisations non décomposées :

Amortissement en fonction des durées d'usage en application de la mesure de simplification pour les PME

Immobilisations décomposées :

Structure :

Amortissement en fonction de la durée d'usage de l'immobilisation prise dans son ensemble (sauf pour les immeubles de placement).

Composants : Amortissement en fonction de la durée normale d'utilisation ou de la durée d'usage lorsqu'elle existe.

Mode d'amortissement :

Les amortissements sont calculés en application du mode linéaire ou du mode dégressif.

	Immobilisations non décomposées		Immobilisations décomposées			
	mode	durée	Structures		Composants	
			mode	durée	mode	durée
Immobilisations incorporelles	Linéaire	1-5 ans				
Terrains	N/A					
Constructions	Linéaire	7 ans	Linéaire	50 ans	Linéaire	10-25 ans
Autres immobilisations corporelles	Linéaire	3-7 ans				

Etat des créances :

Les créances de GROU PIMO SA se détaillent comme suit :

	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
Autres Immobilisations financières	22 070		22 070
Clients douteux ou litigieux	175 462	175 462	
Autres créances clients	556 578	556 578	
Personnels et comptes rattachés			
Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
Impôt sur les bénéfices	41 984	41 984	
Taxe sur la valeur ajoutée	4 859	4 859	
Groupe et associés	595 357	311 341	284 017
Débiteurs divers	32 422	32 422	
TOTAL	1 428 732	1 122 646	306 087

La rubrique « Groupe et associés » est principalement constituée des comptes courants des filiales de Groupimo S.A.

Les comptes courants des filiales sont dépréciés à hauteur de 92.761 € au 31.12.2014. Une provision complémentaire a été passée pour 10.875 € au titre des comptes courants des sociétés BOLAMO et DPS.

Les autres créances clients sont principalement des créances intragroupes.

Charges constatées d'avances

Les charges constatées d'avance s'élèvent à 2.134 €.

5. Notes sur le bilan passif

Capital social (actions ou parts)

Le capital social s'élève à 1 286 746 euros. Il est composé de 1 286 746 actions de 1 euro.

Variation des capitaux

	31/12/2013	Augmentation	Diminution	31/12/2014
Capital social	1 286 746			1 286 746
Prime démission, de fusion, d'apport	4 020 922			4 020 922
Réserve Légale	128 675			128 675
Autres réserves	538 774			538 774
Report à nouveau	(6 741 488)	191 900	-	(6 549 588)
Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)	191 900	122 020	(191 900)	122 020
Provision réglementée				
TOTAL	(574 471)	313 920	(191 900)	(452 451)

L'assemblée générale du 3 septembre 2014 n'a décidé d'aucune distribution de dividende.

Provisions pour risques et charges

	31/12/2013	Dotations	Reprise	31/12/2014
Provisions pour litige				0
Provisions pour Impôts				0
Autres provisions pour risques et charges	947 421		(35 409)	912 012
TOTAL	947 421	0	(35 409)	912 012

Une reprise de provision pour 35.4 K€ a été passée au 31/12/2014. Elle concerne une caution sur prêt souscrite par GROUPIMO pour l'une de ses filiales et pour laquelle GROUPIMO ne pourra plus être appelée.

États des dettes

	Montant bruts	A 1 an au plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Etablissements de crédit	440 493	358 553	51 356	30 584
Dettes fournisseurs	873 188	873 188		
Dettes fiscales et sociales	658 795	658 795		
Autres dettes	152 989	152 989		
Groupe et Associés	1 257 861	1 257 861		
TOTAL	3 383 326	3 301 386	51 356	30 584

6. Notes sur le compte de résultat

Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires d'un montant de 1.056.787 euros comprend des prestations facturées par la holding à ses filiales pour un montant de 1.039.812 euros. Il progresse de 4.5% sur l'exercice.

Résultat financier

Produits de participation	10 000
Autres produits financiers	156
Reprise provisions pour dépréciation	35 409
Total	45 565
Charges d'intérêt	114 884
Pertes sur créances liées au participations	
Dotations aux provisions pour dépréciation	171 375
Total	286 259
Résultat financier	-240 694

Les produits de participation pour 10.000 € correspondent à la distribution de dividende sur résultat 2013 de la société filiale MADININA SYNDIC.

La reprise sur provision concerne la caution GROUPE PIMO sur le prêt de sa filiale SETAMAG.

Les charges d'intérêts pour 114.884 € comprennent des intérêts de retard sur prêt réglés pour 84.8 K€ et des intérêts sur des dettes auprès des organismes sociaux pour 12.2 K€.

La dotation aux provisions pour dépréciation concerne :

- les provisions sur titres des filiales MIG GUYANE pour 160.000 € et EXPERTIM pour 500 €
- les provisions sur compte courant des filiales BOLAMO et DPS pour 10.875 €

Résultat exceptionnel :

Charges

- Amendes et pénalités pour 1.654 €
- Indemnités de recouvrement sur prêts pour 51.125 €
- VCN des deux appartements vendus en 2014 pour 294.181 €
- VCN des immos financières pour 1.037 €

Produits

- Produit de cession des deux appartements vendus dans l'année pour 359.000 €
- Fournisseurs et autres dettes prescrites (dette plus de 5 ans non réclamée) pour 95.813 €
- Indemnités judiciaires pour 22.563 €

Transfert de charges

Il s'agit du remboursement d'une quote-part des charges de copropriété et des taxes foncières suite à la vente des appartements.

7. Autres informations

Rémunération des dirigeants

	Rémunération	Avantages en nature	Total
Stéphane Plaissy	36 086	0	36 086
Didier Nicolaï	36 086	0	36 086
Philippe Kault	0	0	0

Ventilation de l'effectif moyen

	Effectif Moyen Salarié	Effectif mis à disposition	Effectif total	%
Ingénieurs et cadres	5	-	5	100%
Employées	-	-	-	0%
Total	5	-	5	100%

Information sur les parties liées

Au compte de résultat :

	31/12/2014
Prestations de services	1 039 812
Produits de participation	10 000
Revenu des autres créances	155
Intérêt sur comptes courants	3 301
Perte sur créances liées au participations	
VNC titres participation	
Dotation provisions financières	171 375

Au bilan :

	Brut	Provision	Net
Titres de participation	2 998 984	612 712	2 386 272
Autres provisions pour risques et charges	947 421	-35 409	912 012
Créances clients et comptes rattachés	475 068	125 461	349 607
Autres créances	591 138	92 761	498 377
Autres dettes	1 240 690		1 240 690

Impôt sur les bénéfices – Informations sur le calcul de l'impôt sur les sociétés au titre de l'intégration fiscale

Dénomination	Sté Filiale	Sté Mère	Résultat fiscal		Charge d'impôt comme en l'absence d'intégration	Comptabilisation impôt société		Déficits restants à reporter	
			Bénéfice	Déficit		Intégration Fiscale - charges	Intégration Fiscale - produits	Avant entrée dans le groupe	Au titre du Groupe
GROUPIMO		X	257 197				10 679		-7 026 968
DPS	X		83 568						
CALYPSO	X			-5 356					
BOLAMO	X		88 900		4 009	4 009			
DFA	X		17 005						
GIM	X			-874					
COMAPHI	X		18 883		2 252	2 252			
LESAGE	X			-69 050					
MADININA SYNDIC	X		29 452		4 418	4 418			
ENCLOS	X								
EXPERTIM	X			-15 858				-42 930	
TOTAUX			495 006	-91 138	10 679	10 679	10 679	-42 930	-7 026 968
RÉSULTAT D'ENSEMBLE 2014				403 868					

La Société EXPERTIM fait partie du groupe d'intégration fiscale constituée par la société Mère GROUPIMO à compter du 01/01/2014.

CICE – Information sur la comptabilisation du CICE

La comptabilisation du CICE a été réalisée par la diminution des charges de personnel (crédit du compte 649100). Le montant du CICE pour l'année 2014 s'élève à 6.650 €.

Honoraires du Commissaire aux comptes

Les honoraires de commissaire aux comptes s'élèvent à 20.000 € pour l'année 2014.

Engagements pris en matière de pensions, retraites et indemnités assimilées

	Exercice en cours	Exercice précédent
Indemnités de fin de carrière	10 590	8 783

Méthodes et hypothèses utilisées :

La méthode retenue dans le cadre de cette étude est la méthode rétrospective des unités de crédits projetées. Elle retient comme base de salaire le salaire de fin de carrière et les droits sont calculés à partir de l'ancienneté finale proratisée.

Le montant auquel conduit l'utilisation de cette méthode correspond à la notion de P.B.O. (Projected Benefit Obligation). La P.B.O. représente la valeur actuelle des droits acquis, de façon irrémédiable ou non, évalués en tenant compte des augmentations de salaire jusqu'à l'âge de la retraite, des probabilités de turnover et de survie.

- Taux d'actualisation

Le taux d'actualisation retenu est de 5,4%. Conformément aux préconisations de la norme IAS 19, ce taux est proche des taux au 31/12/2012 des obligations long terme sur le marché financier des maturités comparables aux durées résiduelles moyennes d'activité des salariés du Groupe. Toutefois, ce taux a été déterminé en excluant les valeurs financières, soumises à des fortes variations.

- Modalité de départ

L'hypothèse retenue est un départ à l'initiative de l'employé, l'indemnité versée est l'indemnité conventionnelle de départ à la retraite (CCN N° 3090 - Art.34). Pour les sociétés ne relevant pas de la convention collective, les calculs ont été effectués en supposant que l'indemnité versée est égale à l'indemnité de base du code du travail. Cette indemnité est soumise à charges sociales.

- Age de départ à la retraite

Les âges de départ à la retraite retenus sont de 65 ans.

Engagements financiers

Le montant des avals, cautions et garanties données à des tiers s'élève à 1 159 517 euros pour l'exercice 2014.

K€	31/12/2014	31/12/2013
Engagements donnés		
Avals, cautions et garanties données à des tiers	1 160	1 230
Dont montant restant de l'engagement	858	893